

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/33

18 octobre 1995

(95-3144)

---

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

REPONSES DE LA COLOMBIE AUX QUESTIONS POSEES PAR L'AUSTRALIE<sup>1</sup>,  
LE CANADA<sup>2</sup>, LA COMMUNAUTE EUROPEENNE<sup>3</sup>, LE JAPON<sup>4</sup> ET  
LA COREE<sup>5</sup> AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET  
REGLEMENTATIONS COLOMBIENNES<sup>6</sup>

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 septembre 1995.

---

LEGISLATION SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE

QUESTIONS PRESENTEES PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LA  
COMMISSION EUROPEENNE, LA COREE ET LE JAPON

OBSERVATIONS GENERALES

Le présent document contient les réponses de la Colombie aux questions concernant la législation colombienne applicable aux mesures de sauvegarde prises à l'égard des pays Membres de l'OMC.

Au titre de la notification de sa législation sur les mesures de sauvegarde, la Colombie a communiqué le texte du Décret n° 809 de 1994, qui contient les dispositions pertinentes en la matière. Comme il ressort du présent document, les mesures de sauvegarde sont appliquées conformément aux règles relatives à d'autres domaines, en particulier celles du droit administratif, qui sont notifiées comme complément du Décret n° 809. Les dispositions complémentaires sont la Loi n° 170 de 1994 (Loi sur la ratification des Accords de l'OMC), le Code du contentieux administratif (articles 5 à 36, 69 à 74 et 84) et le Code de procédure civile (articles 109 et 110).

---

<sup>1</sup>G/SG/W/7.

<sup>2</sup>G/SG/W/4.

<sup>3</sup>G/SG/W/16.

<sup>4</sup>G/SG/W/14.

<sup>5</sup>G/SG/W/11.

<sup>6</sup>G/SG/N/1/COL/1.

L'autorité chargée de mener les enquêtes administratives pour déterminer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace de préjudice grave causé à la branche de production nationale par les importations est l'Institut colombien du commerce extérieur (INCOMEX), organisme public relevant du Ministère du commerce extérieur qui, après la clôture de l'enquête, transmet les résultats de celle-ci et ses recommandations au Comité des questions douanières et tarifaires et du commerce extérieur, lequel examine le rapport de l'INCOMEX et présente la recommandation correspondante au Conseil supérieur du commerce extérieur. Ce dernier procède à une évaluation et émet un avis préalable à l'intention du gouvernement pour qu'il adopte la mesure.

## **1. Questions concernant l'article premier du Décret n° 809 de 1994**

### **Question 1 de l'Australie**

**Qu'est-ce que le "régime général dont relève l'application de mesures de sauvegarde" mentionné à l'article premier? Cela vise-t-il une autre législation nationale ou l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes?**

L'expression "régime général" s'entend du régime général applicable aux mesures de sauvegarde prises en Colombie à l'égard des pays Membres de l'OMC, par opposition au régime spécial prévu dans deux accords sous-régionaux d'intégration économique (l'Accord de Carthagène et le Traité de libre-échange entre les Etats-Unis du Mexique, la République de Colombie et la République du Venezuela) et au régime applicable aux pays non Membres de l'OMC.

La Loi n° 170 de 1994 porte abrogation tacite de plusieurs articles du Décret n° 809 de 1994, comme on le verra plus loin. Par conséquent, l'application de mesures de sauvegarde aux pays Membres de l'OMC est régie par la Loi n° 170 et par le Décret n° 809, dans la mesure où ce dernier n'est pas incompatible avec la loi.

### **Question 2 de l'Australie**

**S'agissant de la définition du "préjudice grave" figurant à l'article premier, quelle différence y a-t-il éventuellement entre l'expression "détérioration majeure notable" et l'expression "dégradation générale notable" utilisée à l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes?**

La notion de "préjudice grave" ou de "détérioration majeure notable" est identique à celle de "dégradation générale notable" ou de "dommage grave".

## **2. Questions concernant l'article 3 du Décret n° 809**

### **Question 3 de l'Australie**

**Qu'est-ce qui constituerait une "fraction importante de la branche de production nationale" visée à l'article 3:1?**

Jusqu'à présent, lors des enquêtes menées par l'INCOMEX, l'expression "fraction importante de la branche de production nationale" signifie 50 pour cent de la branche de production nationale considérée. Ce pourcentage peut cependant varier compte tenu de la représentativité qui correspond au degré de concentration de la branche de production nationale.

**3. Questions concernant la réception des renseignements fournis par les parties intéressées (articles 10 et 11 du Décret n° 809)**

**Question 5 de l'Australie**

**Comment les brefs délais de 20 jours et 60 jours prévus aux articles 10 et 11, respectivement, permettent-ils de respecter les prescriptions de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes concernant la "publication d'un avis destiné à informer raisonnablement" et la "possibilité de répondre"? Ces délais permettront-ils aux parties intéressées de faire connaître leurs vues sur le point de savoir si la mesure serait dans l'intérêt public? Les parties intéressées pourront-elles présenter leurs vues concernant l'intérêt public au titre de l'article 25?**

Un délai allant de 20 à 60 jours n'est pas court si l'on considère que le terme "jours" s'entend de jours ouvrables et non de jours civils, conformément à l'article 62 du Code des services publics et municipaux. De plus, les délais prévus dans le Décret n° 809 de 1994 ont permis à l'INCOMEX de faire progresser les enquêtes en donnant à toute personne intéressée, qu'elle soit partie ou non à l'affaire, la possibilité de présenter des éléments de preuve et de faire connaître ses vues. A cette fin, l'Institut fait paraître une convocation publique dans la presse nationale et envoie des questionnaires aux producteurs, exportateurs et importateurs du produit visé par l'enquête.

Après la clôture de l'enquête et avant l'adoption de la décision d'imposer ou non une mesure, les intéressés peuvent s'adresser au Comité des questions douanières et tarifaires et du commerce extérieur et au Conseil supérieur du commerce extérieur pour faire connaître leurs points de vue dans l'intérêt public.

Il est tenu compte de l'intérêt public dans toute la procédure d'enquête en matière de sauvegardes.

**Question A de l'Union européenne**

**La Colombie pourrait-elle indiquer quels sujets peuvent être considérés, en vertu de sa législation, comme des parties intéressées?**

Les parties intéressées s'entendent des personnes ci-après: le requérant, les exportateurs, producteurs étrangers et importateurs du produit visé par l'enquête, les associations commerciales et professionnelles ou associations d'entreprises dont la majorité des membres sont importateurs, exportateurs ou producteurs du produit en question, les gouvernements des pays exportateurs, les producteurs des produits faisant l'objet de l'enquête en Colombie ou les associations commerciales et professionnelles ou associations d'entreprises dont la majorité des membres sont producteurs du produit visé par l'enquête en Colombie.

**Les parties intéressées et les représentants de pays exportateurs peuvent-ils prendre connaissance des renseignements fournis et recueillis dans le cadre d'une enquête? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures à suivre pour avoir accès à ces renseignements et faire connaître ses vues à ce sujet?**

Les renseignements fournis et recueillis dans le cadre de l'enquête sont versés au dossier, qui se compose d'une partie confidentielle et d'une partie accessible au public. Quiconque peut consulter cette dernière à tout moment après l'ouverture de l'enquête. Pour obtenir des copies des pièces accessibles au public, il faut en faire la demande par écrit à l'INCOMEX.

**Question 4 du Canada (concernant l'article 10 du Décret n° 809)**

**Cet article envisage-t-il une audition publique?**

Des auditions ne sont pas expressément prévues mais l'INCOMEX peut, d'office ou à la demande d'un intéressé, en organiser conformément aux articles 109 et 110 du Code colombien de procédure civile.

**Question 1 du Canada (concernant l'article 3)**

**Les intérêts du secteur privé sont-ils représentés à l'INCOMEX?**

L'INCOMEX est un organisme public relevant du Ministère du commerce extérieur, chargé de mettre en oeuvre la politique de commerce extérieur du gouvernement et de faciliter les activités du secteur privé en vue de contribuer à la modernisation et à l'internationalisation de l'économie colombienne.

**4. Procédures de révision des mesures administratives adoptées à l'issue d'une enquête**

**Question 8 du Canada**

**Quelles sont les procédures d'appel en cas d'application d'une mesure de sauvegarde et/ou de surveillance?**

Conformément à la législation colombienne, les mesures tarifaires sont adoptées par décret du gouvernement et les restrictions quantitatives sont imposées sur décision du Conseil supérieur du commerce extérieur. Il peut être fait appel contre ces décisions par voie de demande de révocation directe et d'action en nullité, conformément aux dispositions des articles 69 à 74 et 84 du Code du contentieux administratif.

**5. Décision, fondements de la décision et publication**

**Question 7 de l'Australie**

**Quelle disposition y a-t-il pour garantir la publication appropriée d'un avis relatif aux mesures et du rapport contenant les constatations et motifs comme le prévoient les articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes?**

**a) Fondements de la décision**

Tant les décrets (imposant des droits provisoires ou définitifs) que les décisions du Conseil supérieur du commerce extérieur et celles de l'INCOMEX doivent énoncer les considérants et fondements en fait et en droit qui motivent ces décisions, établies sur la base du rapport technique contenant les résultats de l'enquête. Toute partie intéressée peut obtenir des copies de ces documents en adressant une demande écrite à l'autorité compétente. Ces dispositions sont fondées sur le droit de pétition prévu par la Constitution.

**b) Publication des décisions**

Décision de l'INCOMEX: Bulletin officiel du Ministère du commerce extérieur.

Décision du Conseil supérieur du commerce extérieur: Bulletin du Ministère du commerce extérieur et Journal officiel.  
Décret: Journal officiel.

Tant que ces actes n'ont pas été publiés dans le Journal officiel ou dans le Bulletin, ils n'ont pas force exécutoire.

**c) Caractère impératif des recommandations**

**Question 8 de l'Australie**

**En vertu de l'article 15, l'adoption de la recommandation concernant les mesures provisoires est-elle impérative pour le gouvernement?**

Les décisions du Conseil supérieur du commerce extérieur sont des recommandations et, à ce titre, ne sont pas impératives pour le gouvernement.

**d) Adoption de mesures**

**Question 6 de l'Australie**

**Comment les mesures de sauvegarde sont-elles imposées en application des articles 13 et 15; le sont-elles par exemple par décret présidentiel ou au moyen d'une législation?**

Les mesures tarifaires sont appliquées par voie de décret promulgué par le Président de la République et les Ministres du commerce extérieur, des finances et du crédit public ainsi que, selon le produit, par le ministère concerné.

Les restrictions quantitatives sont imposées par voie de décision promulguée par le Conseil supérieur du commerce extérieur et signée par le Président et le Secrétaire du Conseil.

**6. Notifications et consultations**

**Question C de l'Union européenne**

**La Colombie pourrait-elle expliquer en détail la teneur de l'article 21 et en particulier du paragraphe qui exclut, dans certains cas, la consultation de pays tiers?**

Cet article a été abrogé par la Loi n° 170 de 1994 et remplacé par l'article 12 de ladite loi. Par conséquent, les notifications sont effectuées conformément aux dispositions de la loi.

**Question 11 de l'Australie**

**L'article 21 paraît n'envisager la notification à l'OMC et des consultations avec les Membres affectés qu'après la formulation d'une recommandation affirmative par le Comité des questions douanières et tarifaires et du commerce extérieur. Comme cela est-il compatible avec les prescriptions de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes?**

Cet article a été abrogé par la Loi n° 170 de 1994 et remplacé par l'article 12 de ladite loi. Par conséquent, les notifications sont effectuées conformément aux dispositions de la loi.

### **Question 12 de l'Australie**

**Quelle disposition y a-t-il prévoyant la notification et les consultations avant la prorogation d'une mesure de sauvegarde?**

Voir la réponse précédente.

### **Question 1 de la Corée**

**L'article 21 de la loi colombienne semble exclure certains Membres du processus de notification et de consultations prévu par l'Accord en disposant que 'la procédure prévue par le présent article [concernant la notification et les consultations] n'est pas applicable lorsque la mesure adoptée est un droit de douane qui frappe un produit à l'égard duquel le pays n'a pas accordé de concessions au niveau multilatéral ou quand le droit imposé est inférieur au niveau de concessions'.**

**Or, le recours à cette disposition serait contraire à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes, aux termes duquel 'un Membre qui projette d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde ménagera des possibilités adéquates de consultation préalable aux Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré'.**

Cet article a été abrogé par la Loi n° 170 de 1994 et remplacé par l'article 12 de ladite loi. Par conséquent, les notifications sont effectuées conformément aux dispositions de la loi.

**Les notifications relatives aux mesures de sauvegarde devraient être adressées au Comité des sauvegardes de l'OMC et non aux organes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) comme le prévoit l'article 21 du Décret du Ministère du commerce extérieur n° 809 du 21 avril 1994 (ci-après dénommé 'le Décret').**

Le Décret n° 809 de 1994 dispose que les notifications sont adressées aux organes du GATT. Cependant, la Colombie ayant ultérieurement incorporé les Accords de l'OMC dans sa législation nationale en vertu de la Loi n° 170 de 1994, les notifications seront adressées désormais au Comité des sauvegardes de l'OMC.

### **7. Evaluation des mesures de sauvegarde (rapports trimestriels)**

#### **Question 3 du Canada**

**Y a-t-il d'autres procédures administratives suivies par l'INCOMEX qui ne sont pas définies dans cette réglementation?**

Le Décret n° 809 de 1994 régit l'application des mesures de sauvegarde. Pour les questions non abordées dans ce texte, les procédures existantes en droit colombien sont applicables à titre supplétif.

#### **a) Mesures d'ajustement**

#### **Question 2 du Canada**

**Quand l'INCOMEX peut-il demander des renseignements sur les mesures d'ajustement prises par les branches de production nationales (pendant une enquête ou seulement au niveau de l'examen en vue d'une prorogation)?**

Conformément à l'article 4 du Décret n° 809 de 1994, à tout moment au cours de l'enquête, l'INCOMEX peut demander aux intéressés, ou ceux-ci peuvent lui soumettre pour examen, des renseignements sur les mesures d'ajustement.

**b) Prorogation des mesures**

**Question 7 du Canada**

**Si la mesure de sauvegarde est prorogée, faut-il procéder à une nouvelle enquête complète et permettre aux parties intéressées de faire des représentations?**

Le Décret n° 809 de 1994 ne prévoit pas de réouverture d'enquête en vue de la prorogation d'une mesure. Le paragraphe 7.2 de l'article 7 de la Loi n° 170 de 1994 est cependant d'application.

**Question 3 du Japon**

**De quelle manière les enquêtes prévues au paragraphe 2 de l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes sont-elles menées en cas de prorogation de la mesure de sauvegarde?**

Voir la réponse précédente.

**c) Volume d'un contingent**

**Question B de l'Union européenne**

**En vertu de la législation colombienne, lorsque les mesures de sauvegarde sont imposées sous la forme de restrictions quantitatives, il n'est pas tenu compte de la période pendant laquelle le produit concerné a été assujéti à un régime de licences pour fixer le niveau de ces restrictions. La Colombie pourrait-elle expliquer cette position?**

Le volume d'un contingent est calculé sur la base des importations effectuées au cours des années pendant lesquelles le produit a été importé librement. Pour les produits assujétiés en décembre 1994 au régime de licence préalable et dont les importations effectuées pendant la période 1992-1994 ont par conséquent été soumises à restrictions, le calcul se fera de préférence, si cela est possible, sur la base d'une période pendant laquelle le produit aura été importé librement, même si elle est inférieure à trois ans. Si cela n'est pas possible, le niveau de la restriction est calculé en pourcentage de la consommation intérieure (article 22) conformément à l'article 5:1 de l'Accord.

**Question 2 de la Corée**

**L'article 22 de la loi colombienne semble prévoir la possibilité qu'une restriction quantitative ramène le volume des importations au-dessous du niveau moyen annuel des trois dernières années s'il peut être "démontré qu'il est plus approprié de prendre un niveau différent. Pour déterminer ce niveau, il n'est pas tenu compte de la période pendant laquelle le produit touché a pu être assujéti au régime de licence préalable".**

**Or, l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose que les restrictions quantitatives ne devront pas ramener les quantités importées au-dessous de la moyenne des trois dernières années "sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave".**

Voir la réponse précédente.

**d) Réexamen trimestriel de l'incidence d'une mesure de sauvegarde**

L'INCOMEX fait rapport au Conseil supérieur du commerce extérieur, en se fondant sur les statistiques relatives à l'évolution des importations et sur les renseignements fournis par les producteurs nationaux concernant l'évolution de la production et des prix et la mise en oeuvre des mesures d'ajustement (article 30).

**8. Remboursement des droits provisoires**

**Question 9 de l'Australie**

**Quelle disposition y a-t-il pour que les droits perçus à titre de mesures provisoires soient remboursés (ou les garanties constituées au titre de l'article 28 libérées) en cas de décision finale négative?**

En cas de décision finale négative pour non-lieu, la Direction nationale des impôts et des douanes, à la demande d'une partie, remboursera les droits provisoires perçus ou libérera les garanties, selon le cas, en vertu de l'article 6 de la Loi n° 170 de 1994.

**9. Compensations**

**Question 8 (alinéa 3) du Canada**

**Décrire les dispositions législatives et/ou réglementaires liées à l'octroi d'une compensation.**

Les compensations sont accordées conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi n° 170 de 1994.

**10. Mesures de sauvegarde appliquées à l'égard de produits agricoles en raison d'une menace de préjudice et article 6.6 concernant le préjudice grave dans le cas des produits agricoles ou des pêches**

**Question 4 de l'Australie**

**Comment la Colombie justifie-t-elle les paramètres énoncés au paragraphe 6 de l'article 6 pour les produits agricoles ou des pêches aux fins de la détermination de l'existence d'un préjudice grave?**

**Question 10 de l'Australie**

**Comment doivent s'appliquer les dispositions du chapitre III (Mesures de sauvegarde appliquées à l'égard de produits agricoles en raison d'une menace de préjudice)? Comment sont-elles compatibles avec l'Accord sur les sauvegardes? Pourquoi sont-elles nécessaires en plus des dispositions générales énoncées dans le reste de la notification?**

**Question 5 du Canada**

**Définition de la "menace de préjudice grave": une mesure de sauvegarde peut-elle être imposée à la suite d'une chute des cours mondiaux sans qu'il y ait un accroissement réel des importations?**



#### **Question 6 du Canada**

##### **Qu'est-ce que le "système de droits variables"?**

Les dispositions relatives aux mesures de sauvegarde prises à l'égard de produits agricoles en raison d'une menace de préjudice, qui figurent dans le Décret n° 809 de 1994, de même que l'article 6.6 du même décret, ne sont pas d'application.

#### **11. Application de mesures de sauvegarde au même produit**

#### **Question 13 de l'Australie**

**L'article 24 prévoit une période de non-application d'au moins un an. Comment cette disposition est-elle compatible avec les articles 7:5 et 9:2 de l'Accord sur les sauvegardes, qui prévoient une période de non-application d'au moins deux ans?**

#### **Question D de l'Union européenne**

**L'article 24 de la législation colombienne prévoit un délai minimal d'un mois entre deux mesures de sauvegarde.**

**La Colombie pourrait-elle expliquer sa position compte tenu des paragraphes 5 et 6 de l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes?**

#### **Question 3 de la Corée**

**L'article 24 de la loi colombienne dispose ce qui suit: "Aucune mesure de sauvegarde n'est de nouveau appliquée à l'importation d'un produit qui a fait l'objet d'une telle mesure pendant une période égale à celle durant laquelle cette mesure a été antérieurement appliquée, à condition que la période de non-application soit d'au moins un an." Or, l'article 7:5 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit que la période de non-application doit être d'au moins deux ans.**

**Compte tenu des observations ci-dessus, il semblerait que la loi colombienne doive être modifiée dans les moindres délais pour être compatible avec l'Accord sur les sauvegardes. Nous demandons donc à être informés des détails concernant le plan de modification de la législation colombienne.**

#### **Question 2 du Japon**

**La période minimale de non-application devrait être de deux ans conformément au paragraphe 5 de l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes et non d'un an comme le prévoit l'article 24 du décret.**

**Cet article a été abrogé par la Loi n° 170 et remplacé par le paragraphe 7.5 de l'article 7 de ladite loi. Par conséquent la période de non-application est régie par les dispositions de cette loi.**

#### **12. Autres instruments applicables**

- a) Code du contentieux administratif (Décret n° 01 de 1984 et amendements).
- b) Code des services publics et municipaux.
- c) Code de procédure civile.